



VSA-AAS

Archives et Droits de l'Homme

Décembre 2014 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le quatrième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

3. Les institutions d'archives ont une attitude proactive en ce qui concerne l'accès aux archives.

Les archivistes ont la responsabilité professionnelle de promouvoir l'accès aux archives. Ils communiquent des informations sur les archives par de nombreux moyens dont l'Internet, des publications sur papier et en ligne, des programmes publics, les médias commerciaux et des activités de formation et de sensibilisation. Ils sont sans cesse attentifs à l'évolution des technologies de communication et utilisent celles qui sont disponibles et pratiques pour promouvoir la connaissance des archives. Ils coopèrent avec d'autres services d'archives pour élaborer des index de localisation, des guides, des portails et des points d'accès pour aider les usagers à trouver les documents qu'ils recherchent. Ils communiquent de façon proactive les parties des fonds qui ont un grand intérêt pour le public à travers des publications, la numérisation, des informations sur le site internet ou en contribuant à des projets externes de publication. Les archivistes prennent en compte les besoins des usagers lorsqu'ils décident comment les archives sont publiées.

Dans le film "Field of Dreams" [intitulé en français "Jusqu'au bout du rêve"] de 1989, un agriculteur marchant dans son champ de maïs entend une voix qui lui dit: "Si tu le construis, il viendra". Il interprète cela comme signifiant qu'il doit construire un terrain de baseball, et à la fin du film, des centaines de personnes viennent voir un match de baseball. Dans le domaine des archives, certains d'entre nous le croient aussi : si nous construisons des dépôts pour nos collections, les chercheurs viendront naturellement à nous pour chercher des preuves et des informations car les archives sont manifestement utiles, des sources fiables évidentes, et gérées par des archivistes vertueux dans une institution digne de confiance. Et pourtant, ce n'est pas comme cela que les archives sont

perçues par les nombreux non-archivistes: logées dans des édifices monumentaux interdit d'accès, ou cachées dans les sous-sols, avec des instruments de recherche contenant peu d'informations ou du jargon d'initiés, avec des critères peu clairs ou compliqués pour utiliser les archives et des frais coûteux pour faire des copies. Créer une harmonie entre ces deux images revient à travailler plus que pour de simples relations publiques : elle doit faire en sorte que les gens qui ont besoin de l'information dans les archives sachent qu'ils peuvent avoir accès à elle, une clarification d'autant plus importante lorsque l'information est nécessaire pour défendre les droits humains ou affirmer que les droits ont été violés.

Voici deux exemples contrastés d'une approche proactive.

L'«événement de Hillsborough» est une émeute qui a eu lieu dans un stade de football de Sheffield, en Angleterre en 1989, dans lequel 96 personnes sont mortes. En 2010, le gouvernement du Royaume-Uni a créé le Groupe d'experts indépendants de Hillsborough pour examiner les circonstances et les conséquences de la catastrophe. En 2012, le Groupe a publié son rapport, mettant en ligne des descriptions et des images numériques des documents détenus par les 85 organisations (du secteur public et privé) et des personnes qui sont liées à la catastrophe. Le Groupe s'attendait à ce que les organisations qui détiennent les documents les organisent et les décrivent avant de les donner à la commission, mais dans la plupart des cas, cela ne s'est pas produit. En fin de compte "une équipe d'archivistes travaillant avec le Groupe d'experts" a organisé les matériaux et les a décrits en utilisant les éléments de base de la Norme internationale pour la description archivistique (ISAD-G). Cette collection, la description et la publication en ligne sont un excellent exemple de l'approche archivistique pro-active pour donner au public intéressé l'accès aux documents pertinents.

Dans un cas démontrant les problèmes causés par l'absence d'une approche pro-active, la Roumanie, comme de nombreux pays d'Europe de l'Est, est aux prises avec la question de la restitution aux anciens propriétaires des biens confisqués par le régime communiste après la Seconde Guerre mondiale. En été 2012, *Balkan Insight* a indiqué que seulement environ 11 pour cent des revendications de propriété en Roumanie ont été résolues et "certaines propriétés ont été données illégalement à des gens qui ont contrefait des documents de propriété ou des documents de succession", car "les documents des véritables propriétaires de biens expropriés par les communistes sont entassés dans les archives de l'Agence de restitution des biens". Sans un effort pour organiser efficacement et décrire, et rendre les dossiers disponibles, les gens sont privés de la possibilité de faire avancer une demande de restitution.

Le Principe 3 le précise, les archivistes doivent tenir compte de l'utilisateur au moment de décider du type d'ouverture à entreprendre pour le public. La solution du Royaume-Uni fonctionne bien avec une population qui a facilement accès à l'Internet; cela fonctionnerait moins bien pour atteindre les personnes qui vivent dans les trois quarts des pays du monde, où, en moyenne, seulement 25% de la population a accès à Internet (voir "Internet World Stats" <http://www.internetworldstats.com/top25.htm>). Une seule

approche ne convient pas à tous, mais il y en a toujours une qui peut et doit être appliquée.

Commentaire.

(Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente du groupe de travail des droits de l'homme HRWG, Conseil international des archives. Traduit par Cristina Bianchi, AAS)

Quelques-unes des sujets que nous avons suivis en 2014:

Janvier. Quelques 55'000 photographies, dont près de 30'000 ont été prises et passées en contrebande hors de Syrie par un photographe de la police syrienne, de détenus qui ont été tués, ont été examinées par une équipe d'enquête de trois avocats (deux anciens procureurs en chef du Tribunal spécial pour le Sierra Leone et l'ex-procureur principal de l'affaire Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et trois spécialistes en médecine légale, qui ont conclu que les photographies étaient authentiques.

Février. L'Agence France Presse a rapporté que les documents français déclassifiés démontrent que la "propagation radioactive des essais nucléaires français en Algérie dans les années 1960" était beaucoup plus grande que précédemment reconnu, et s'étendait "à travers toute l'Afrique de l'Ouest et en Europe du Sud."

Mars. Des témoignages filmés par des prisonniers "enregistrés sur des téléphones mobiles, clandestinement sortis de prison et obtenus par des journalistes" comprennent des dénonciations de torture et de confessions forcées et déplorent les conditions dans les prisons égyptiennes, a rapporté *Al-Jazira*.

Avril. Le leader irlandais du Sinn Fein, Gerry Adams, a été arrêté par le Service de police d'Irlande du Nord pour être interrogé sur l'assassinat, en 1972, de Jean McConville. Des informations obtenues dans les entrevues d'histoire orale conservées aux archives du Boston College ont été centrales pour l'arrestation.

Mai. Les juges de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ont déclaré que les Européens ont un "droit à l'oubli."

Juin. Le Conseil fédéral suisse a annoncé "qu'il avait supprimé les restrictions d'accès aux dossiers d'archives associés au capital et à d'autres opérations d'exportation avec l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid", a rapporté swissinfo.ch.

Juillet. Le Conseil des affaires hémisphériques, une organisation non-gouvernementale basée aux Etats-Unis, a publié un rapport sur l'utilisation non autorisée du matériel génétique prélevé du peuple Huaorani en Equateur par des scientifiques américains dans des circonstances douteuses. Le Conseil a écrit: "Moins de 20 pour cent des participants ont signé une autorisation permettant la procédure, et tous étaient encore sous l'impression que leur sang avait été extrait afin de procéder à des examens médicaux personnels."

Août. La Commission nationale pour la vérité au Brésil a permis à *Reuters* d'examiner les documents apportant la preuve qu'au cours de la dictature militaire au Brésil, les entreprises ont "secrètement aidé les militaires à identifier les personnes soupçonnées d'être «subversives» et les militants syndicaux qui étaient leurs employés."

Septembre. Au cours des négociations à La Havane, Cuba, entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, le représentant des FARC a appelé le gouvernement "à ouvrir toutes les archives, à les déclassifier et à lever toutes les interdictions juridiques couvrant les personnes les plus responsables, et à empêcher la destruction des archives qui se produit encore", a rapporté *telesurtv.net*.

Octobre. L'agence de nouvelles *Inter Press Service* a rapporté que les documents publiés par le Bureau national indien des archives sur le Crime (NCRB) montrent que 92 femmes sont violées chaque jour, et que dans 3'860 des cas de viol, sur les 5'337 dénoncés ces dix dernières années, "les coupables ont été soit acquittés ou libérés par le tribunal pour manque de "réelles" preuves".

Novembre. Le gouvernement du Pendjab (Pakistan) informatise ses registres fonciers, mais le Conseil fiscal a déclaré à *l'Express Tribune* qu'il devait "faire face à une forte résistance de la mafia foncière et de certains fonctionnaires des impôts. Dans plusieurs districts, certains documents, incluant le registre de zameen haqdarar, les carnets de terrain, garwari, taghaurat et de mutations, sont portés "disparus."

Décembre. L'Organisation des Nations Unies a décidé d'ouvrir une nouvelle enquête sur la mort, en 1961, du Secrétaire général Dag Hammarskjöld et a demandé aux gouvernements membres de déclassifier les documents pertinents.

Nouvelles du Groupe de travail des droits de l'homme. Le groupe de travail des droits de l'homme se réunira le 27 janvier 2015 pour examiner tous les commentaires reçus sur le projet de «Principes de base sur le rôle des archivistes à l'appui des droits de l'homme». Le projet se trouve sur <http://www.ica.org/15999/news-and-events/basic-principles-on-the-role-of-archivists-in-support-of-human-rights-give-your-opinion.html>. Les commentaires devraient être soumis à access@ica.org.

Un index des pays et des institutions internationales mentionnés dans les éditions des Nouvelles HRWG de 2014 est disponible en écrivant à trudy@trudypeterson.com.

Nouvelles internationales.

Autorités de protection des données de la Commission européenne. En 1995, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une directive sur la protection des personnes physiques concernant le traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données. L'article 29 de la directive a prôné l'établissement d'un «Groupe de travail sur la protection des personnes concernant le traitement des données à caractère personnel» qui, à fin novembre, a publié une déclaration sur les «valeurs européennes». Bien que la déclaration ne mentionne pas spécifiquement les archives, les dispositions 7 («la rétention en vrac sans restriction des données personnelles à des fins de sécurité n'est pas acceptable dans une société démocratique») et 11 («lorsque des organismes publics ou privés collectent des quantités massives de données qui fournissent des informations très précises sur la vie privée des personnes dont les données sont conservées, ils devraient organiser le stockage de ces données de manière à ce qu'une autorité indépendante puisse contrôler efficacement leur conformité avec les exigences de protection des données») ont des implications importantes pour les archives dans les pays de l'Union européenne.

<http://europeandatagovernance-forum.com/pro/fiche/quest.jsp?jsessionid=4wh4cS7YCBxd7xN1IuI4uYD6.g11?surveyName=&main=&pg=&pg2=&pg3=&locale=1&zz0=&zz1=&zz2=&zz3=&zz4=&zz5=&zz6=&zz7=&zz8=&zz9=&scrollX=0&scrollY=0>

Union Européenne. A l'occasion de la présidence italienne de l'Union européenne, la Direction générale des Archives italiennes a envoyé aux membres du Conseil européen des archivistes nationaux une enquête sur la réglementation de la profession archivistique et sur les archives militaires et de renseignement dans les pays européens. Les réponses sont maintenant disponibles en ligne à

<http://www.archivi.beniculturali.it/index.php/cosa-facciamo/relazioni-internazionali/eag-ebna-meeting-torino-2014> Merci à Giulia Barrera pour l'information.

Commission internationale pour les personnes disparues. Les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Suède, la Belgique et le Luxembourg ont signé un traité déclarant que la Commission internationale des personnes disparues était une "organisation internationale permanente pour faire face à la question des personnes disparues à l'échelle mondiale", a rapporté *BIRN*. Commencée en 1996, elle a "aidé les anciens pays yougoslaves à identifier plus des deux-tiers des 40'000 personnes qui ont été portées disparues au cours des conflits des années 1990, tout en offrant des éléments de preuve essentielles pour les procès sur les crimes de guerre." Le siège de la Commission se déplacera de Sarajevo à La Haye.

http://www.balkaninsight.com/en/article/missing-persons-commission-becomes-permanent-global-body?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=055f928664-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-055f928664-311109073

Cour pénale internationale (CPI). La procureure de la CPI a annoncé qu'elle abandonnait les accusations portées contre le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, après que "la chambre de première instance a refusé sa demande d'ajournement afin d'obtenir davantage de preuves", a écrit *l'International Justice Tribune*. Le refus du gouvernement kenyan de "remettre les documents sollicités, comme les dossiers financiers et la liste des téléphones" a été ressenti comme un grave problème par la procureure. Pour le contexte, voir les

Nouvelles HRWG 2014-09. www.justicetribune.com

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Le TPIR a fermé le 31 décembre. Le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux est maintenant responsable de la préservation et de la gestion des archives du TPIR, ainsi que des archives du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

<http://www.unmict.org/en/about>

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'*Associated Press* a cité les journaux allemands *Der Spiegel* et *Bild*, "qui citaient des documents de l'OTAN" montrant que "l'Allemagne a été parmi les pays qui ont ajouté les noms des insurgés" à la Liste commune des priorités de l'OTAN, une liste de cibles des talibans en Afghanistan, dont certains ont été tués.

<http://abcnews.go.com/International/wireStory/germany-reportedly-contributed-nato-hit-list-27896051>

Tribunal spécial pour le Liban (TSL). Les groupes de défense s'opposent à une motion présentée par le procureur pour présenter des preuves de fond, incluant des "témoignages de politiciens, de journalistes et de confidents de [Rafik] Hariri, ainsi que des documents de poids relatifs à la fin de la guerre civile au Liban et le rôle du parti Hezbollah soutenu par la Syrie" pour démontrer "certains événements politiques et les tensions en développement qui s'assemblent pour former les progrès de la conspiration", a rapporté *l'International Justice Tribune*. La source des documents "de poids" n'est pas signalée.

www.justicetribune.com

Les Nations Unies. Le Traité sur le commerce des armes de l'Organisation des Nations Unies est entré en vigueur le 24 décembre. Il exige des pays qui ont ratifié le traité de «surveiller tous les aspects de la production, de l'approvisionnement à la fabrication et à l'exportation, et s'appliquera à un large éventail d'armes, y compris les kalachnikovs, les fusils, les mortiers, les grenades, et les missiles surface-air tirés à l'épaule, les chars et même les cuirassés», a écrit Denise Garcia dans *Foreign Affairs*. <http://www.foreignaffairs.com/articles/142734/denise-garcia/disarming-the-lords-of-war>; pour le texte du traité voir <http://www.un.org/disarmament/ATT/>

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé par consensus une résolution demandant au Secrétaire général de nommer un groupe d'experts indépendants pour réexaminer la mort, en 1961, du Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld. Le communiqué de presse des Nations Unies a encouragé les États membres "à donner accès à tous les documents pertinents en leur possession", une référence, dit le *New York Times*, "visant principalement à assurer la déclassification des dossiers américains et britanniques, en particulier ceux qui auraient été interceptés à ce moment-là par l'Agence de sécurité nationale des États-Unis".

<http://www.un.org/apps/news/printnews.asp?nid=49712>; http://www.nytimes.com/2014/12/17/world/africa/dag-hammarskjold-death-inquiry.html?_r=0

Organisation mondiale de la Santé, Programme de développement des Nations Unies, et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Les trois organisations ont publié conjointement un *Rapport global de situation sur la prévention de la violence* "contenant des données de 133 pays, couvrant 6,1 milliards de personnes et représentant 88 pour cent de la population mondiale". Parmi les horribles statistiques: "l'homicide est la troisième cause de décès dans le monde pour les hommes âgés de 15 à 44 ans", "un enfant sur quatre a été abusé physiquement; une fille sur cinq a été abusée sexuellement; et une femme sur trois a été victime de la violence physique et/ou sexuelle de son partenaire à un moment donné dans sa vie"; et "autour de 4-6% des personnes âgées ont signalé des abus importants ce dernier mois".

http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=49564#.VJOc_QDy; <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs357/en/>

Monde/Nouvelles générales.

Comité spécial du Sénat américain sur le renseignement : rapport de synthèse sur le programme de détention et d'interrogatoire de la CIA. Dans plus de 500 pages, le rapport de synthèse décrit les pratiques de détention entre 2001 et 2009. Des dizaines d'articles ont été publiés sur la synthèse. La National Security Archive, une organisation non gouvernementale américaine, a indiqué que la synthèse comprend "2'725 notes de bas de pages de documents spécifiques de la CIA", tandis que *Secrecy News* a noté "les emails de l'organisme se sont avérés être une source essentielle d'information, un fait qui éclaire fortement la récente réponse du Comité à la (aujourd'hui suspendue) proposition de la CIA aux Archives nationales de détruire la plupart des e-mails de ceux qui ne sont pas cadres dans l'organisme". En Europe orientale, le rapport a laissé entendre que divers gouvernements ont aidé au programme de la CIA; en Afrique du Sud, il a suggéré que le gouvernement "a participé à des restitutions illégales" ; et le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains a exhorté le ministre allemand de la Justice à ouvrir une enquête sur les agissements de l'ancien chef de la CIA George Tenet, l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et d'autres membres de l'administration de l'ancien président américain George W. Bush, les accusant de torture comme crime de guerre. Pour le rapport, voir

<http://www.intelligence.senate.gov/study2014.html> ; pour les commentaires, voir

http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/torture_archive/report.html ; <http://fas.org/blogs/secrecy/2014/12/torture-remedies/>; impact Europe de l'Est <http://www.tol.org/client/article/24607-us-torture-report-reverberates-in-eastern-europe-australia-might-send-coals-to-kyiv.html#1> ; http://www.eurasiareview.com/10122014-poland-ex-president-admits-cia-ran-secret-prison-country/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29 ; impact Afrique du Sud <http://www.eurasiareview.com/27122014-cia-torture-report-will-south-africa->

http://www.echr.de/el_masri_case.html ; <http://www.institutesi.org/worldsstateless.pdf>

Police – caméras de corps. L'Université de Cambridge, Royaume-Uni, a publié "la première étude scientifique complète sur une expérience concernant le crime qu'elle a menée sur la police portant des caméras sur leur corps à Rialto, en Californie, en 2012", a rapporté *Eurasia Review*. "L'expérience a montré que la capture des preuves est juste un résultat de la vidéo portée sur le corps ; la technologie est peut-être plus efficace à prévenir effectivement l'escalade au cours des interactions police-public: que ce soit un comportement violent envers la police ou le recours à la force excessive par la police", parce que "le fait de savoir que les événements sont enregistrés crée une «conscience de soi» chez tous les participants lors des interactions de la police". Les chercheurs ont averti que les "questions essentielles" restent "la façon dont la normalisation de la fourniture de vidéo numérique comme preuve aura une incidence sur les attentes de poursuite judiciaire, ainsi que les politiques de technologie et de stockage qui seront nécessaire d'appliquer à l'énorme quantité de données capturées".

http://www.eurasiareview.com/26122014-report-shows-police-body-cameras-can-prevent-unacceptable-use-force/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Rapports annuels. La fin de l'année a apporté un certain nombre de rapports d'organisations non gouvernementales.

L'Institut d'apatridie et d'inclusion a déclaré que le nombre de personnes apatrides dans le monde entier "pourrait dépasser 15 millions" et a déclaré que de "meilleures données" aideraient la campagne contre l'apatridie, qui nie aux gens les droits et prestations de base.

<http://www.institutesi.org/worldsstateless.pdf>

Le Centre international de Bonn pour la reconversion a publié son premier Index de Militarisation Globale, qui inclut "des données historiques ainsi qu'actuelles, à partir des années 1990 jusqu'en 2012, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles."

<http://gmi.bicc.de/>

Et Transparency International a publié son Indice de perception de la corruption, montrant de graves problèmes dans les deux tiers des pays et notant que "les écoles mal équipées, les médicaments contrefaits et les élections décidées par l'argent sont quelques-unes des conséquences de la corruption du secteur public." <http://www.transparency.org/cpi2014>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan / Iran. *Radio Zamaneh* a rapporté que l'Iran a renouvelé les visas de 450'000 ressortissants afghans pour six mois de plus, une rupture dans la menace de déporter tous les 760'000 " Afghans non inscrits dont le visa de résidence avait expiré", mais laissant planer le doute sur ce que l'absence d'un morceau de papier - un visa- signifiera pour les 310'000 qui restent. http://www.eurasiareview.com/13122014-iran-renews-visas-450000-afghans/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Al-Qaïda / États-Unis. Les procureurs du procès pour terrorisme de Nasih Abdul-Hamed al-Ruqai, qui est accusé de complot dans les attentats de 1998 contre deux ambassades américaines en Afrique de l'Est qui ont tué 224 personnes, ont demandé à un tribunal de district fédéral américain de leur permettre de déposer comme preuve des lettres saisies par les Etats-Unis durant le raid en 2011 qui a permis de capturer et tuer Oussama ben Laden, a rapporté le *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2014/12/16/nyregion/us-seeks-to-use-letters-found-in-bin-laden-raid-in-terrorism-trial.html>

Amérique centrale / Mexique. Le Procureur fédéral du Mexique "a déclassifié un document sur la participation présumée de la police dans l'enlèvement et le massacre de centaines de migrants"

dans la ville de San Fernando, au nord du Mexique en août 2010 et 2011, a rapporté le *National Security Archive*. Les migrants décédés sont censés provenir de pays d'Amérique centrale.
<http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB499/>

Chine / Japon. Les Archives nationales de l'administration de Chine ont publié des documents sur le massacre de Nanjing de 1937-1938, incluant des photographies, des entrées d'agenda, et des archives de la Société locale de la Croix-Rouge de Chine.
http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-12/05/c_133835858.htm ; http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-12/11/c_133848475.htm

République Tchèque / France / Allemagne. Les archives de certains tribunaux militaires allemands pendant la Seconde Guerre mondiale ont été trouvés par hasard en 1945 par les troupes soviétiques et stockés à Prague. Parmi elles se trouvait une liste de 835 résistants français -738 hommes et 96 femmes - qui pour la plupart ont disparu dans les geôles nazies. Maintenant *Le Cherche Midi*, en collaboration avec le ministère de la Défense, a publié la liste dans *Tribunal de guerre du III^e Reich*. http://www.paris.maville.com/actu/actudet_-les-archives-du-tribunal-du-iiiie-reich-devoilees_52749-2676907_actu.Htm

République tchèque / Slovaquie. Les archives centrales de l'ancienne police secrète communiste tchécoslovaque, la StB, sont détenues par la République tchèque. L'Institut slovaque de la mémoire nationale (UPN) et l'Institut tchèque pour l'étude des régimes totalitaires ont annoncé que la Slovaquie recevra la partie des documents qui comprennent des données sur les citoyens slovaques. La plupart des documents seront des copies numériques; la Slovaquie recevra également une copie du registre central des archives de la StB, a rapporté le *Prague Post*. Cela résout un différend sur la garde des archives; pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2014-09. <http://www.praguepost.com/eu-news/43345-slovakia-to-get-czech-stb-documents>

République dominicaine / Pologne / Vatican. Un procureur polonais "a suspendu" une enquête sur un prêtre défroqué qui avait été accusé d'avoir abusé sexuellement de garçons quand il servait en République dominicaine, parce que ni les Dominicains ni le Vatican n'ont fourni des documents que le Procureur avait demandés, a signalé le *New York Times*.
http://www.nytimes.com/2014/12/23/world/europe/poland-suspends-inquiry-into-a-former-vatican-envoy.html?_r=0

France / Allemagne. Un tribunal allemand a jugé que les preuves étaient insuffisantes et a abandonné l'affaire contre un ancien mitrailleur SS allemand qui était accusé d'avoir participé au massacre de 642 villageois d'Oradour-sur-Glane en France, le 10 juin 1944. *L'AFP* a rapporté que l'affaire avait été ouverte en 2010 "quand un historien avait découvert des documents impliquant six suspects" et les procureurs avaient, après "avoir fouillé dans les archives de la police secrète de la Stasi de l'ère communiste qui ont réapparu après la réunification allemande en 1990", identifié 12 membres vivants du régiment qui étaient dans la ville pendant le massacre.
<http://au.news.yahoo.com/world/a/25727325/case-dismissed-against-german-over-wwii-french-massacre/>

Inde / Royaume-Uni / États-Unis. Le *New York Times* a rapporté que les services de renseignement de l'Inde, du Royaume-Uni et des États-Unis ont tous suivi les comploteurs quand ils planifiaient les attentats de Bombay en 2008 qui ont tué 166 personnes, mais "ils n'ont pas su mettre ensemble tous les brins réunis par leur technologie de haute surveillance et autres outils, ce qui leur aurait permis d'interrompre le complot." <http://www.nytimes.com/2014/12/22/world/asia/in-2008-mumbai-attacks-piles-of-spy-data-but-an-uncompleted-puzzle.html>

Irlande / Royaume-Uni. Le gouvernement irlandais a annoncé qu'il demandera à la Cour européenne des droits de l'homme de "reconsidérer sa décision de 1978" sur le traitement que le Royaume-Uni appliquait aux internés en Irlande du Nord parce qu'il a récemment découvert "des archives du gouvernement britannique des années 1970 qui n'ont pas été communiquées à

l'Irlande et à la CEDH au moment de l'affaire initiale" et ont des contenus pertinents, a rapporté *The Conversation*. <http://theconversation.com/hidden-files-on-policing-could-change-the-definition-of-torture-34992>

Kosovo / Serbie. Lors de la Journée internationale des droits de l'homme, le Centre de droit humanitaire, une organisation non gouvernementale serbe, a téléchargé sur son site *The Kosovo Memory Book* les données personnelles de 13'517 personnes tuées ou disparues dans le cadre de la guerre au Kosovo de la période entre le 1er janvier 1998 et le 31 décembre 2000. Les données incluent la date et le lieu de naissance et lieu de résidence jusqu'à la mort ou la disparition de chaque victime, la date et le lieu de l'assassinat ou de la disparition, ainsi que des informations sur la victime, si elle était civile ou membre des forces armées. www.hlc-rdc.org

Myanmar / Thaïlande. La Thaïlande prévoit un barrage hydroélectrique sur le fleuve Salween près de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. Les personnes qui ont fui du Myanmar en Thaïlande pour échapper aux campagnes militaires et vivent maintenant dans le voisinage du projet de barrage sont inquiets de "tout" perdre si le projet va de l'avant. Une femme a déclaré à *Thomson Reuters*, "Je n'ai pas de carte de citoyenneté thaïlandaise. Nous n'avons pas de titres pour la terre sur laquelle nous vivons. . . Nous ne recevrons aucune indemnité si nous devons quitter ce village ". <http://www.trust.org/item/20141204120143-4211s/?source=gep>

Syrie / Turquie. La Turquie a commencé à délivrer des cartes d'identité aux réfugiés syriens qui leur permettront d'accéder aux services de base comme les soins de santé et l'éducation, a rapporté le *New York Times*. Pour obtenir une carte, le réfugié doit s'inscrire et fournir des "données biométriques." Un officier de police "qui supervise le processus d'inscription", a déclaré que les "Syriens évitaient d'aller s'annoncer de peur qu'ils soient expulsés... mais ces cartes les ont fait sortir de l'ombre vers la lumière. Ils ont maintenant la preuve physique de leurs droits légaux". Un réfugié, cependant, a dit au *Times*, "Je pense que les données pourraient être utilisées par l'Europe pour nous renvoyer quand nous y arrivons en fraude." <http://www.nytimes.com/2014/12/30/world/europe/turkey-strengthens-rights-of-syrian-refugees.html>

Nouvelles nationales.

Azerbaïdjan. Des "Inspecteurs de l'Etat" ont attaqué le bureau de Radio Free Europe / Radio Liberty à Bakou, "saisissant des ordinateurs et des dossiers du personnel et scellant la fermeture des bureaux." <http://www.rferl.org/content/media-watchdog-condemns-raid-on-rferl-baku-office/26765074.html>

Bangladesh. En utilisant des vidéos prises par des caméras en circuit fermé de l'usine Global Garment, des enquêtes par le groupe sur les droits des travailleurs et par une entreprise de vêtements des États-Unis "ont déterminé que les images de la vidéo ont démontré que les directeurs d'usine ont dirigés des "attaques contre les dirigeants syndicaux à l'usine en novembre dernier, a rapporté le *New York Times*. L'entreprise de vêtements a déclaré qu'elle «mettrait fin» à son contrat avec Azim Group (qui détient l'usine) si Azim ne prenait pas "des mesures démontrables fortes avant le 31 décembre afin de garantir les droits des travailleurs et d'assurer aucune autre violence contre les dirigeants syndicaux". Une société de Hong Kong a également annoncé qu'elle suspendait ses commandes avec Azim. http://www.nytimes.com/2014/12/23/business/international/attacks-on-union-leaders-at-azim-factories-in-bangladesh-are-documented.html?_r=0

Belgique. Le ministère des Affaires étrangères va transférer les «archives africaines» de l'ancien ministère des Colonies et du gouverneur général du Congo, 1885-1962, aux Archives générales d'Etat ces trois prochaines années. <http://www.arch.be/index.php?l=fr&m=actualites&r=toutes-les-actualites&a=2014-12-11-le-spf-affaires-etrangeres-transferera-ses-archives-africaines-aux-archives-de-l-etat-des-2015>

Brésil. La Commission nationale de la vérité a publié son rapport sur les violations des droits humains au Brésil entre 1946 et 1988, avec un accent particulier sur la période de la dictature militaire (1964-1985). Le rapport, basé en grande partie sur les sources d'archives (même si un certain nombre de documents potentiellement incriminants auraient été détruits), identifie 377 auteurs de crimes contre les droits de l'homme par leur nom, plus de 400 personnes tuées par l'armée, dont beaucoup ont «disparu» lorsque l'armée cherchait à cacher ses abus. Au cours de son enquête, la Commission a localisé et identifié les restes de 33 des personnes disparues; quelque 200 autres victimes sont toujours portées disparues. Le rapport met également en lumière de manière significative le rôle du Brésil dans la répression régionale transfrontalière connue comme l'Opération Condor. Pour le rapport, voir <http://www.cnv.gov.br/index.php/outros-destaques/574-conheca-acesse-o-relatorio-final-da-cnv>; www.justicetribune.com

Burundi. L'inscription des électeurs a été achevée malgré les objections des membres de l'opposition et les groupes de la société civile qui ont déclaré une fraude. Le chef de l'Association pour la défense des droits des prisonniers et de l'homme a déclaré à *Reuters* que "les observateurs de la société civile avaient trouvé 100 cas de fausses cartes d'identité utilisées dans la capitale" et cité les rapports des provinces informant de centaines d'autres "distribuées par les fonctionnaires du gouvernement local et certains membres du parti au pouvoir ". <http://news.yahoo.com/burundi-groups-urge-halt-voter-registration-cite-fraud-134421658--sector.html>

Canada. "Des informations détaillées de l'impôt sur la vie privée de centaines de Canadiens - beaucoup d'entre eux riches et célèbres - ont été envoyées à *CBC News* par l'agence fiscale du Canada, créant une violation majeure de la vie privée." Les informations couvre les années 2008-2013 et comprennent l'adresse du domicile et la valeur des crédits d'impôt qui ont été accordés aux contribuables, a déclaré *News*. <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-revenue-agency-privacy-breach-leaks-prominent-canadians-tax-details-1.2849336>

République démocratique du Congo. Amnesty International a voulu enquêter sur les rapports d'expulsions forcées près de la mine de Luiswishi dans la province du Katanga; l'expulsion du 24 novembre 2009 avait eu lieu apparemment "pour empêcher les mineurs artisanaux de voler" les minéraux de la zone minière. Amnesty a demandé à l'Association américaine pour l'avancement des sciences (AAAS) de comparer l'imagerie satellite («points GPS») et une «carte dessinée à la main» de sept quartiers près de la mine en mai 2009 et mai 2010. AAAS a constaté qu'un "pourcentage élevé" des structures manquaient dans trois des sept quartiers, ce qui suggère "que les déplacements dans ces trois quartiers étaient le résultat d'une politique planifiée, ce qui est conforme aux rapports de réinstallations forcées ". <http://www.aaas.org/page/satellite-imagery-assessment-forced-relocations-near-luiswishi-mine>

Egypte. Une enquête menée par l'initiative anti-harcèlement HarassMap a constaté que 95,3 pour cent des femmes du Caire ont été harcelées sexuellement, "le plus souvent en plein jour, en marchant dans la rue ou en utilisant les transports publics". Le questionnaire d'enquête a été distribué à 300 femmes et 150 hommes dans la région élargie du Caire. Parmi les répondants de sexe masculin, 77,3 pour cent ont admis perpétrer du harcèlement sexuel. Les documents de l'enquête doivent être soigneusement conservés par l'ONG. http://harassmap.org/en/wp-content/uploads/2013/03/Towards-A-Safer-City_full-report_EN.pdf

L'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR), un groupe droit humain de premier plan, a annoncé qu'elle allait s'enregistrer auprès du gouvernement, étant donné que le gouvernement a lancé un ultimatum aux groupes qui, "s'ils ne s'inscrivent pas, devront faire face à des poursuites", a rapporté *l'Associated Press*. L'EIPR "surveille les abus policiers, fournit des conseils et documente juridiquement les violations dans le système complexe de justice pénale du pays." La sécurité de ses archives est une préoccupation. <http://abcnews.go.com/International/wireStory/egypt-group-register-restrictive-law-27748544#.VJhLMaSOdpE.email>

Inde. Le Département de l'électronique et de la technologie de l'information de l'Inde a annoncé qu'il construit une plate-forme de base de données qui "intègre les archives de la police, des tribunaux et des criminels" et une autre plate-forme pour "le paiement de l'uniforme, l'enregistrement de la propriété et les systèmes d'aide sociale", a déclaré *AsiaNews.it*. Ce dernier comprend apparemment les données du projet Aadhar qui est "de donner à chaque Indien une identité biométrique unique", qui sera stockée dans le *nuage* "leur permettant d'accéder à des services s'ils déménagent dans un autre État, chercher du travail ou demander assistance". A l'heure actuelle, 720 millions des 1,2 milliard de personnes en Inde ont une identité Aadhar. <http://www.asianews.it/news-en/Delhi-wants-a-digital-single-archive-for-1.2-billion-of-people-32920.html>;

La Commission centrale de renseignements a estimé que "le refus de délivrer un certificat de caste avec pour raison de ne pas avoir de carte Aadhar est illégale" et le gouvernement ne peut pas utiliser "l'absence de cartes Aadhar pour nier les droits du peuple", a rapporté *igovernment.in*. Selon le site officiel du gouvernement, "un certificat de caste est la preuve de son appartenance à une caste spécifique, en particulier dans les cas où l'on appartient à l'un des « castes inférieures », comme spécifié dans la Constitution indienne. . . . Dans le cadre du système indien de la protection contre la discrimination, il existe certains privilèges spéciaux accordés à cette catégorie de citoyens, comme la réservation de sièges dans les assemblées législatives et dans l'administration publique, suppression d'une partie ou de la totalité des frais d'admission aux écoles et aux collèges, des quotas dans les établissements scolaires, souplesse des limites d'âge supérieures pour obtenir certains emplois, etc. Pour être en mesure de bénéficier de ces privilèges, un citoyen appartenant à une caste inférieure doit être en possession d'un certificat de caste valide". <http://www.igovernment.in/news/1001133/issuing-caste-certificate-aadhar-unlawful#.VIxk2XN4xgY.email>

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Netaji Subhas Chandra Bose a dirigé le "gouvernement provisoire de l'Inde libre" (Azad Hind), anti-britannique et soutenu par les Japonais. À la fin de la guerre, Chandra Bose est mort quand l'avion japonais qu'il avait pris s'est écrasé et a brûlé au décollage de Taipei. Certains partisans ont refusé de croire qu'il était mort, et le gouvernement indien a nommé deux commissions pour enquêter sur la disparition, une faisant un rapport en 1974 et l'autre en 2005. Les archives des commissions sont conservées aux Archives nationales, 29 autres dossiers liés à Bose se trouvent au ministère des Affaires extérieures et 60 dans le bureau du premier ministre ; elles sont toutes inaccessibles. Suite à une demande liée à la loi sur le droit à l'information, deux dossiers du Bureau du premier ministre, l'un relatif aux fonds du groupe Azad Hind et l'autre à la nomination de l'une des commissions d'enquête, "ont été déclassifiés et transmis aux Archives nationales de l'Inde", a rapporté *Express News Service*, mais le reste est resté fermé parce que leur divulgation "serait préjudiciable et pourrait affecter les relations avec les pays étrangers", a déclaré le Bureau du premier ministre. <http://www.dnaindia.com/india/report-bjp-wanted-files-on-netaji-subhas-chandra-bose-made-public-now-government-says-no-2039760> ; <http://indianexpress.com/article/india/india-others/two-top-secret-netaji-files-declassified-says-govt/> ; <http://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/national-archives-has-4-files-related-to-azad-hind-government-haribhai-parathibhai-chaudhary/articleshow/45554095.cms>

La Commission centrale de renseignements a décidé que "les registres fonciers, décrivant les frontières, la propriété et l'étendue de la possession, sont des documents publics qui ne peuvent

pas être traités comme des renseignements personnels," a rapporté *The Times of India*.
<http://economics.times.indiatimes.com/news/politics-and-nation/land-records-are-not-personal-information-cic/articleshow/45678646.cms>

Le ministre du développement pour les femmes et les enfants a indiqué que le nombre de femmes qui se plaignent à la Commission nationale pour les femmes de harcèlement sexuel au travail a doublé depuis 2011, et les données du National Crime Records Bureau démontrent une augmentation de la déclaration de cas de mariage d'enfants, a écrit *The Times of India*.
<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Rise-in-sexual-harassment-cases-at-workplace-Govt/articleshow/45576173.cms?>

Japon. En vertu d'une nouvelle loi sur le secret d'Etat, "le gouvernement désignera probablement environ 460'000 documents comme «secrets spéciaux» dans les domaines de la diplomatie, la défense, la lutte antiterroriste et le contre-espionnage", a rapporté le *Japan Times* et *Kyodo News*. Pour le contexte et la protestation contre la loi par les archivistes, voir les *Nouvelles HRWG 2013-11*. <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/12/01/national/politics-diplomacy/new-law-460000-documents-likely-called-special-secrets/#.VH1qDsm26nk>

Kenya. Le gouvernement "a dés-enregistré 510 organisations non-gouvernementales qui travaillent au Kenya", gelé leurs avoirs et révoqué tous les permis de travail pour les expatriés travaillant pour eux. En outre, toutes les ONG, locales et internationales, ayant du personnel expatrié, doivent venir au gouvernement "mettre à jour les dossiers de permis de travail de leurs employés". Les organisations, dont le gouvernement dit qu'ils ont omis de soumettre les rapports financiers exigés par la loi, incluent notamment des groupes internationaux s'occupant d'orphelinats et de travail dans les services de santé. Quinze des groupes ont été accusés de liens avec le terrorisme. Pour le communiqué de presse sur les radiations, voir <http://thisisafrika.me/kenyan-authorities-de-register-500-ngos/>; <http://www.bbc.com/news/world-africa-30494259>

Nouvelle-Zélande. Un homme a été reconnu coupable d'incendie dans un dépôt de self-stockage qui "contenait des archives irremplaçables sur la campagne historique de la réforme du droit pour les homosexuels", a rapporté *gaynz.com*.
http://www.gaynz.com/articles/publish/2/article_16168.php

Pakistan. Le Minority Rights Group International, une organisation non gouvernementale, a publié un rapport, "Recherche pour la sécurité: L'augmentation de la marginalisation des communautés religieuses au Pakistan". Il a conclu que le gouvernement pakistanais "a peu fait pour arrêter le mauvais traitement des minorités, à qui on refuse systématiquement leurs droits sociaux et politiques". Basé sur des entretiens avec des militants, des avocats juridiques et des membres des minorités, l'identité de tous les répondants a dû être rendue anonyme dans le rapport, soulignant le besoin de sécurité pour les documents des ONG.
<http://www.minorityrights.org/13005/press-releases/pakistan-religious-minorities-face-acute-levels-of-persecution-report.html>

Russie. "Les administrations de sécurité soviétiques à partir de Lénine ont été infectées par un nationalisme russe souvent vicieux qui a conduit leurs dirigeants à attaquer les non-Russes beaucoup plus fréquemment que les Russes, selon une nouvelle étude fondée sur les sources d'archives par Aleksey Teplyakov, un historien de Novossibirsk," a écrit un commentateur de *The Interpreter*. <http://www.interpretermag.com/extreme-russian-nationalism-widespread-in-soviet-security-organs-archives-show/>

Russie / Tchétchénie. Amnesty International et Human Rights Watch ont protesté concernant l'incendie qui a détruit le bureau du Joint Mobile Group (JMG), une organisation des droits de l'homme dans la capitale tchétchène de Grozny. Le lendemain de l'incendie, la police a pénétré dans l'appartement de deux des membres du personnel de JMG et "a saccagé le bâtiment, confisqué les téléphones mobiles, plusieurs appareils photo, les ordinateurs portables et autres

appareils électroniques. Elle a également effectué des fouilles corporelles des deux membres du personnel de JMG et une perquisition dans leur voiture".

<http://www.hrw.org/news/2014/12/14/russia-end-persecution-activists-chechnya>

Rwanda. La Commission nationale de lutte contre le génocide et l'Aegis Trust ont annoncé un plan "de conservation, numérisation et ouverture des documents et fichiers audiovisuels créés par les tribunaux Gacaca, incluant 8000 enregistrements et soixante millions de pages de documentation" et vont construire "une Archive Gacaca de classe mondiale" au Mémorial sur le génocide de Kigali.

<http://www.aegistrust.org/index.php/International-Justice/cnlg-and-aegis-trust-announce-plan-to-preserve-gacaca-archives-worlds-largest-collection-on-transitional-justice.html> ;

<http://www.newtimes.co.rw/section/article/2014-12-12/183974/>

Afrique du Sud. La Haute Cour de Johannesburg "a stoppé la vente aux enchères des documents originaux de l'autopsie du militant anti-apartheid Steve Biko", a rapporté le *Mail and Guardian*. Le document avait été conservé par la secrétaire personnelle de l'un des pathologistes de l'autopsie; la secrétaire est décédée et ses héritiers les ont fourni à la maison de vente aux enchères. Le tribunal a donné jusqu'à fin janvier à la famille Biko pour faire valoir que l'archive doit être la propriété de la famille.

<http://mg.co.za/article/2014-12-02-biko-family-files-interdict-to-stop-auction-of-slain-activists-autopsy>

Archival Platform, un blog de l'Université de Cape Town, a publié un long article sur les dossiers du ministère de l'Intérieur qui enregistre les naissances et les décès, certifie les mariages, approuve ou refuse la résidence et les permis d'études, et délivre les passeports et documents d'identité. Le blog dit du Département que "son système de classement est défectueux et que certains documents manquent."

http://www.archivalplatform.org/blog/entry/missing_documents_at_the_department_of_home_affairs/

Soudan. Dans un essai publié dans le *Washington Post*, un professeur signale que quelqu'un lui a divulgué, ainsi que sur un site Web, "des procès-verbaux et des documents importants" du gouvernement soudanais, y compris les "pv d'une réunion de sécurité tenue le 31 août par les fonctionnaires hauts gradés des forces militaires et de la sécurité au Soudan. Dans le document, on y trouve des plans de première importance pour de nouvelles tactiques génocidaires dans certaines parties du pays", incluant des plans pour affamer des régions du pays et disperser les personnes résidant dans les camps de personnes déplacées.

http://www.washingtonpost.com/opinions/sudan-embraces-genocide-terrorism--iran/2014/11/30/2ed603ae-75bb-11e4-a755-e32227229e7b_story.html?postshare=8741417401519290

Tunisie. La Commission de vérité et de dignité a commencé à travailler. Les personnes peuvent porter plainte jusqu'au 14 décembre 2015 "sous la forme écrite et de témoignages en personne" ; la Commission aura accès aux archives gouvernementales, a rapporté le *International Justice Tribune*. www.justicetribune.com

Turquie. Les conflits sur les titres de propriété continuent dans le sud-est de la Turquie, a rapporté *Al-Monitor*. Le président de l'Association de l'Unité syriaque a déclaré "pratiquement aucun village chrétien dans la région de Tur Abdin, l'ancien cœur de l'église syriaque entre le Tigre et la frontière syrienne, n'a été laissé tranquille par la tourmente sur la propriété foncière qui a été déclenchée par la modernisation des registres fonciers turcs dans les années 1990 et 2000". Parce que l'enregistrement a été "entrepris au moment où la plupart des chrétiens et des Yézidis, ainsi que de nombreux Kurdes, vivaient en exil en Europe, beaucoup ont perdu leurs terres qui sont passées au Trésor d'Etat, qui a le droit de confisquer des terres quand elles sont laissées en jachère pendant 20 ans, ou à la Forêt étatique, qui peut saisir toutes les terres boisées". En outre, les terres des minorités non-musulmanes "ont été reprises par des tribus kurdes, soit qu'elles les

ont inscrites à leurs noms ou simplement saisies par la force". Un avocat a déclaré à *Al-Monitor* que le conflit des terres est "le principal obstacle à un retour plus large des Syriques et Yézidis dans la région". http://www2.al-monitor.com/pulse/originals/2014/12/turkey-southeast-kurdish-tribes-land-grabs-christians.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=02ccf1af81-December_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-02ccf1af81-93088897#

Royaume-Uni. "Plus de 220'000 dossiers concernant des immigrants qui auraient dû être exclus de Grande-Bretagne ont été trouvés", a rapporté le *Daily Mail*, "entassés dans les salles de réunion et armoires de centres à Sheffield et ailleurs". De plus, une inspection menée dans l'entreprise privée sous contrat pour le Home Office "pour améliorer les déménagements" a trouvé "d'importantes inexactitudes" dans les dossiers de l'entreprise. <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2877936/Number-missing-illegal-immigrants-TWICE-high-previously-thought-files-223-600-foreigners-discovered-lying-unopened.html>

En réponse à une demande selon la loi du Freedom of Information Act de l'Association de la presse, les statistiques de onze forces de police démontrent "une augmentation des crimes de haine transphobes", dont les rapports de la police métropolitaine de Londres déclarant que les infractions contre les personnes transgenres ont augmenté de 44% en 2014. Le *Guardian* a rapporté que l'Association des chefs de police a déclaré que les crimes transphobes avait été "considérablement sous-déclarés."

<http://www.theguardian.com/world/2014/dec/26/transphobic-transgender-hate-crime-rise-uk-police-figures#.VJ2A-CymR9E.email>

Dans son rapport annuel, le Commissaire pour la conservation et l'utilisation du matériel biométrique a déclaré que "des milliers de suspects criminels étrangers ont eu leurs échantillons d'ADN et d'empreintes digitales supprimés des bases de données britanniques parce que la police n'a pas le droit de stocker les informations sur les délinquants condamnés à l'étranger", ce qui, a déclaré le Commissaire, était un "état de fait de toute évidence insatisfaisant". <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/immigration/11296907/Foreign-criminals-DNA-and-fingerprint-records-must-be-destroyed-by-police.html>

Daniel Morgan était un journaliste indépendant qui enquêtait sur la corruption de la police quand il a été assassiné en 1987. En mai 2013, le gouvernement a créé le Groupe Daniel Morgan d'experts indépendants pour enquêter sur les circonstances de l'assassinat et la gestion de l'affaire depuis 1987, mais il a été lent à se mettre au travail. Laurent Serewicz, le gestionnaire de l'information du Conseil du comté de Durham, a publié un article expliquant au Groupe d'experts comment il peut discerner les liens de l'affaire à travers les documents d'archives parce que, soutient-il, "le cas tourne autour des questions de gestion des documents."

<http://lawrencerewicz.wordpress.com/2014/12/29/mapping-the-daniel-morgan-murder-thoughts-on-the-independent-panel/>

États-Unis. Une enquête interne menée par le Federal Bureau of Investigation a constaté que des agents du FBI "dans toutes les régions du pays, ont mal géré, mal étiquetés et ont perdu des preuves", a rapporté le *New York Times*. Les problèmes pourraient conduire à des preuves annulées à la Cour, affectant de manière vitale les procès en cours.

http://www.nytimes.com/2014/12/20/us/politics/fbi-evidence-keeping-criticized.html?_r=2

Pendant ce temps, le FBI a publié son rapport sur les statistiques de crimes haineux en 2013, basé sur les rapports du Programme de déclaration uniforme de la criminalité à l'échelle nationale. Les chiffres sont en légère baisse par rapport à 2012, mais il y a encore 5'928 rapports d'incidents liés aux crimes haineux, impliquant 6'933 infractions. <http://www.fbi.gov/news/stories/2014/december/latest-hate-crime-statistics-report-released/latest-hate-crime-statistics-report-released>

Deux policiers ont été tués à New York, et la police a tenté de retracer l'histoire de la propriété de l'arme utilisée. Le Federal Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives tient les registres des achats d'armes à feu, et sa base de données a démontré que "l'arme a été achetée en

dernier dans une transaction légalement traçable en 1996" chez un prêteur sur gages au Pawn Shop d'Arrowhead en Géorgie. Le *New York Times* a noté que "les informations de la base de données fédérale, dans laquelle les marchands d'armes apparaissent le plus souvent lors de recherches, sont fermées et protégées, à la suite de la législation adoptée en 2003. Mais Le *Washington Post* a obtenu quatre ans de suivi de données en 2010 et a trouvé qu'Arrowhead était la cinquième source la plus importante de traces de la criminalité dans le pays".

<http://www.nytimes.com/2014/12/25/nyregion/tracing-the-gun-used-to-kill-2-new-york-city-police-officers.html>

Comme les conflits politiques sur l'immigration continuent, le Native People Council a décidé d'offrir une voie d'accès à la citoyenneté pour les personnes sans antécédents criminels, a rapporté le *Daily Current*. Le chef de la nation Wampanoag, au nom du Conseil, a déclaré: "Nous sommes prêts à offrir aux Blancs l'option de rester sur ce continent légalement et en demandant la citoyenneté. En retour, ils doivent payer les arriérés d'impôts et redonner la terre volée de nos ancêtres.

<http://dailycurrent.com/2014/12/12/native-american-council-offers-amnesty-to-220-million-undocumented-whites/>

"Le premier diagnostic d'un cas d'Ebola sur le sol américain à fin septembre a entraîné des améliorations dans certains domaines de la gestion des documents électroniques, en particulier quand il s'agit d'alerter les médecins sur les patients les plus vulnérables à une maladie," a rapporté *Reuters*. <http://www.reuters.com/article/2014/12/17/health-ebola-usa-records-idUSL1N0U027L20141217>

Le Comité des Reporters pour la liberté de la presse a mis en poursuite la Bibliothèque Bancroft à l'Université de Californie, Berkeley, car elle ne permet pas l'accès, en vertu de la loi sur l'accès à la libre information de Californie, aux dossiers d'une commission du crime en Californie. Apparemment Bancroft a obtenu les archives d'un donateur individuel et les a donc traitées comme un don avec restriction ; le Comité des Reporters fait valoir qu'ils restent des dossiers de l'État soumis à la Loi sur les archives publiques. Le communiqué de presse est sur <http://www.rcfp.org/browse-media-law-resources/news/reporters-committee-sues-university-california-access-historic-gover> ; les documents du litige <http://www.rcfp.org/litigation>. Merci à Peter Hirtle pour cet article.

L'ex-mari de l'héritière de l'homme qui a géré le Colored Waifs Home à la Nouvelle Orléans au début du 20e siècle a quelques archives du Home. Montrés à un journaliste du *Times-Picayune*, les documents établissent que Louis Armstrong était au Home en octobre 1910, fournit son nom et son âge, semble montrer qu'il a été envoyé au centre d'accueil après avoir été arrêté pour "chapidage", et le 8 novembre 1910, a été remis à la garde d'une tante "en attente de procès". Armstrong était connu pour avoir été au Home en 1913 quand il a commencé à apprendre à jouer du clairon et de la trompette, mais on ne savait pas précédemment que le grand joueur de jazz avait été arrêté et envoyé à cet endroit en 1910. Le centre d'accueil a fusionné avec une autre maison et a déménagé en 1932; toutes les autres archives du Home semblent avoir été détruites. C'est un exemple de plus de dossiers institutionnels importants qui se retrouvent dans des mains privées. http://www.nola.com/entertainment/index.ssf/2014/12/our_times_the_louis_armstrong.html

États-Unis / Missouri. Bien que le procureur du comté a déclaré en novembre qu'il avait donné accès à tous les documents du grand jury dans le procès d'un agent de police de Ferguson, Missouri, qui avait abattu Michael Brown, des archives supplémentaires ont été publiées le 8 et le 12 décembre. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2014 -11*; pour les liens vers les nouveaux documents, voir <http://www.ksdk.com/story/news/local/ferguson/2014/11/25/ferguson-grand-jury-documents/70100296/>

États-Unis / Ohio. Après une enquête de 21 mois sur l'utilisation de la force par la police de Cleveland, le ministère américain de la Justice a déclaré que les policiers avaient "une tenue des dossiers catastrophique" et n'avaient pas réussi à produire des documents liés aux enquêtes de

force meurtrière qui ont eu lieu après avril 2013, a rapporté *The Plain Dealer*. Dans une lettre au maire, le ministère de la Justice a déclaré que l'incapacité de trouver des documents démontre une défaillance du système et "suggère également que le CDP [Département de la Police de Cleveland] n'accepte pas qu'il soit responsable de documenter et d'expliquer ses décisions en la matière aux autorités civiles, à la Ville et à la communauté dans son ensemble".

http://www.cleveland.com/metro/index.ssf/2014/12/us_justice_department_blasts_c.html

États-Unis / *Virginie*. Un juge du comté de Fairfax a ordonné à la police du comté de "fournir de vastes portions de leur enquête sur la fusillade de la police, qui a tué un homme désarmé, aux avocats de la famille", a rapporté le *Washington Post*. Le juge a chargé la police d'expurger "les adresses de domicile, numéros de téléphone et les données d'identification des témoins policiers et civils."

http://www.washingtonpost.com/local/crime/judge-orders-fairfax-county-to-disclose-information-in-john-geer-police-shooting/2014/12/22/6c0945e8-8a14-11e4-a085-34e9b9f09a58_story.html

Publications et conférences. Anne-Emmanuelle Tankam et Hans von Rütte ont publié un article sur les Principes d'accès aux archives de l'ICA dans "A Different Approach to an Ethics based Understanding of Professional Document Management: The Principles of Access to Archives of the International Council on Archives," in Amélie Valloton, et al. (ed.), *Ethical Dilemmas in the Information Society: How Codes of Ethics Help to Find Ethical Solutions. Papers from the IFLA/FAIFE Satellite Meeting in Bossey/Geneva 2014, Global vol 11*, ed. by Globethics, Geneva 2014, p. 115 – 137. Voir <http://www.globethics.net/web/ge/publications> (dérouler le menu jusqu'au volume 11 de la série).

L'Association des archivistes et gestionnaires de dossiers du Commonwealth (ACARM), avec le soutien de l'Institut d'études du Commonwealth, tiendra un symposium d'une journée le 19 juin 2015 à l'Université de Londres pour examiner les tensions entre le secret et la transparence dans la gestion de l'information gouvernementale. Les propositions de communication devraient inclure les coordonnées de l'auteur et un résumé ne dépassant pas 500 mots. La date limite pour la soumission des résumés est le 20 février 2015. Les résumés doivent être envoyés à jlowry@irmt.org.

Les sujets de communications suggérés sont :

L'application des lois et instruments de confidentialité dans le contexte de la loi sur la liberté d'information et la protection des données

Le progrès vers un *open* gouvernement entre l'Initiative Waldegrave et l'Open Government Partnership

L'impact de la technologie numérique sur la perméabilité du gouvernement; fuites, dénonciation et diffusion de l'information virale

Les effets de la culture organisationnelle sur l'ouverture des bureaucraties du Commonwealth

La modification des politiques et pratiques (par exemple les révisions des politiques de marquage de protection ou la transition à une règle de 20 ans) et leurs implications pour l'accès

Des approches novatrices pour l'ouverture des archives au public et la façon dont elles traitent ou défient les mesures de sécurité du patrimoine.